



MEXIQUE

A L'OPINION PUBLIQUE DES ETUDIANTS

Le C.N.G. (CONSEIL NATIONAL DE GREVE) considère qu'il est nécessaire d'établir clairement sa position envers les derniers événements à travers les déclarations de ceux qui ont participé directement au conflit.

1. Le C.N.G. a toujours maintenu la nécessité de finir le conflit par le dialogue direct avec les représentants du gouvernement fédéral.
2. On a établi des pourparlers préliminaires avec les émissaires du gouvernement, essayant de trouver des points de départ qui nous permettraient d'obtenir, sans sacrifier notre position, ni nos principes politiques, les conditions qui nécessairement vont assurer le dialogue public sur les six points contenus dans notre pétition.
Il est nécessaire de mettre les choses au point : les premiers représentants du C.N.G. qui eurent une entrevue avec les messieurs Jorge de la Vega Dominguez et Andres Caso (représentants gouvernementaux) furent nos camarades Luis Gonzalez de Alba, Gilberto Guevara et Anselmo Munoz. Ils eurent une entrevue le matin du 2 octobre et ce même après-midi, ils furent capturés durant le massacre de la place des Trois Cultures, fait qui leur a empêché de continuer les pourparlers.
3. Malgré l'atmosphère répressive, les pourparlers ont continué.
Nous affirmons que, dès le premier moment et sous une forme de respect mutuel, nous, les étudiants, réitérons la nécessité d'obtenir une réponse affirmative au contenu de trois pétitions pour pouvoir commencer le dialogue public, à savoir :

- 1° Libération de tous les prisonniers politiques arrêtés à cause de leur participation dans ce mouvement ;
- 2° Arrêt total et définitif de la répression policière et militaire;
- 3° Evacuation des centres d'enseignement par la police et les groupes militaires qui les contrôlent.
4. Depuis le moment où ces pourparlers ont été rendus publics, une campagne de presse a été lancée pour faire croire à l'opinion publique que nous voulions obtenir une solution inconditionnelle. Cette position est complètement fautive et ne sera jamais notre but.
Pour éviter toute mauvaise interprétation de la solidité de nos principes, nous affirmons que d'aucune façon nous accepterions de discuter nos pétitions pendant que ceux qui furent arrêtés dès le début de notre mouvement ne soient pas libérés.
5. Il est nécessaire de répéter que, si nous avons suspendu nos manifestations en appui de notre demande, ceci a été essentiellement dû à la violente répression que le gouvernement a utilisée et à laquelle on ne peut pas irresponsablement exposer nos camarades.
Nous déclarons, tout de même, que nous nous servirons des libertés d'expression, réunion et manifestation de toutes les façons que nous trouverons appropriées, puisqu'elles nous sont concédées dans la Constitution.
6. Le C.N.G. ne peut pas se servir de la violence, et ne peut donc pas la solliciter, puisqu'il (le C.N.G.) poursuit des objectifs démocratiques.
Pour cette raison, il ne reconnaît pas la

responsabilité de ce qui arrivera comme résultat de la violente répression gouvernementale, fait par lequel on veut signifier que le gouvernement est le seul responsable, puisqu'il empêche une solution démocratique au conflit social qu'il a provoqué.

7. On a fixé clairement et fermement notre position et notre désir de dialoguer. Si le gouvernement veut solutionner nos demandes, il a la parole.

8. Nous déclarons que la lutte étudiante pour la défense des libertés démocratiques dans tout le pays sera permanente.

Mexico, D.F., le 17 octobre 1968.

Conseil National de Grève.

« JUSQU'A LA VICTOIRE,
TOUJOURS ! »

DOCUMENT PRESENTE AUX REPRESENTANTS DU GOUVERNEMENT DE DIAZ ORDAZ PAR UN GROUPE D'INTELLECTUELS SOLIDAIRES AVEC LA GREVE ESTUDIANTINE

POSITIONS

C'est une grande erreur historique de la part du pouvoir d'avoir voulu « s'avancer » en juillet 1968, à l'inévitable rébellion de la jeunesse et de faire face au problème avec la tactique maladroite de la répression bestiale et, par la suite, offrir la « main tendue ». Les étudiants, naturellement, n'ont pas même imaginé que le discours de Guadalajara puisse leur être destiné. Ceci ne pouvait pas même leur passer par la tête.

L'Etat n'a pas compris (le comprendra-t-il ?) la nature interne de la contestation estudiantine, qui se situe dans un contexte international (et d'aucuns même disent un « complot ») de l'écroulement absolu de toutes les valeurs et le fracas délibéré et intentions des idéaux que la vieille génération a ménagé quand elle-même était jeune et qui ont imprégné ces deux premières décades après la Révolution russe. Maintenant, pour la jeunesse, les parents ne sont ni réactionnaires, ni conservateurs, sinon quelque chose de pire : traltres. Ça n'a pas été seulement illusoire, sinon aussi cynique, de la part du régime à Mexico, de croire et continuer croire, conserver et continuer à conserver, appliquer et continuer à appliquer le dogme pragmatique, myope et sans perspectives réelles, de que peu importe l'abjection si en échange il y a du progrès, que peu importe d'ignominie si en la supportant est offerte la croissance des biens matériels et s'ouvrent les voles vers la « réussite » personnelle.

La jeunesse veut - et ceux qui acceptent d'être à ses côtés - le veulent aussi, une transformation fondamentale, essentielle, des relations politiques, sociales, économiques et humaines au Mexique. Le régime, au contraire, n'a voulu et n'a proposé que de corrompre et démoréaliser la jeunesse, pour la rendre semblable à son image.

Il est impossible de renoncer à la lutte et ce serait criminel de frustrer cette impulsion historique de la jeunesse vers la régénération nationale, impulsion qui n'a de précédent que dans le grand mouvement renouvateur de 1910. Le Gouvernement devra se convaincre qu'à partir du mois de juillet 1968, il ne

cessera pas d'être contesté d'une façon active et permanente, par une opposition politique réelle, avec des racines historiques indomptables et que tôt ou tard, elle atteindra ses objectifs, par les voies que ses adversaires l'obligent à prendre.

Contre ces procédés, aucun recours du pouvoir public ne sera utile et efficace, comme l'a montré l'expérience historique en des situations analogues, car précisément ce dont il est question n'est pas d'être contre le procédé, mais de le comprendre et de l'accepter, même dès les nuages aveuglants du pouvoir établi, si ceci est possible pour les hommes qui l'exercent. Le Gouvernement doit comprendre, en ce sens, que la répression contre le mouvement ne compte absolument pas pour celui-ci, sinon comme une erreur absolue de la part du gouvernement lui-même,

Il serait chimérique et faux de chercher une solution à la situation en dehors du contexte objectif que sa propre problématique lui pose, en marge des désirs ou intentions individuelles. En vue, donc d'une telle problématique, se formulent les suivantes propositions :

1. Rentrée universitaire, seulement sous le système d'autogestion (voir la Déclaration de Principes adjoints).
2. Libertés pour tous les détenus, étudiants ou pas (y inclus ceux qui ont été accusés de se servir d'armes à feu) à la suite des événements qui ont eu lieu à partir de juillet 1968. Sur ces personnes, pourra être imposée, comme condition minimum, celle de se présenter chaque semaine à la Préfecture de police pour signer.
3. Considérer satisfaite la consultatique laite par la chambre des députés, quant à la constitutionnalité de l'article 145 et 145 bis du code pénal fédéral, et la dérogation par un décret du Président de la République,

4. Mettre en liberté, sans conditions, Demetrio Vallajo et Valentin Campa (de même pour les autres prisonniers qui se trouvent dans les mêmes situations) au plus tard le 31 décembre de l'année 1968.
5. Garantir que pour la prochaine campagne électorale qui renouvellera les pouvoirs fédéraux (et déjà approuvé le droit de voter à 18 ans), les citoyens puissent choisir des candidats en dehors des partis officiels reconnus (P.R.I., P.A.N., P.P.S., P.A.R.M.), comme candidats directs de l'électorat, dans le plus absolu respect de la liberté de réunion et d'expression constitutionnelles, ainsi qu'à l'affectivité du suffrage.
6. Arrêt absolu de toute répression et garanties de sécurité pour ces personnes (étudiants ou pas) qui participent ou ont participé d'une façon ou autre au mouvement (Héberto Castillo, José Reoueltas et tous ceux qui se trouvent dans la même situation).
7. Garantie qu'aucun acte public futur (estudiantin, ou pas) soit l'objet d'aucune répression de la part des autorités ou de corps créés par celles-ci (et qui ont déjà opérés en « civils »), sans autres condition que celle dits « actes publics » sont sujets aux ordonnances de la police et du gouvernement.
8. Demander la démission des généraux Cueto et Mendiola, ainsi que le Colonel Fries, chef du corps de « Granaderos ».
9. Dissolution du corps des « Granaderos », et étudier immédiatement une réforme rationnelle de tous les corps policiers et répressifs, les soumettant à une ordonnance stricte qui comporterait des responsabilités pénales pour leurs infractions.

5 novembre 1968, MEXICO.

NOUS SOMMES SOLIDAIRES

Le 5 novembre dernier, un meeting a eu lieu afin d'exprimer notre solidarité avec les camarades mexicains en lutte. Quels que soient les résultats de ce meeting, le nombre des participants, l'intérêt des discussions, il faut faire plus.

DIRE LA VERITE.

Ce meeting doit permettre à l'ensemble des militants de commencer le véritable travail ; c'est-à-dire partir des positions des Mexicains et du sens de la lutte qu'ils mènent ; l'essentiel pour nous étant la campagne d'information politique que nous devons mener. Les étudiants mexicains ne demandent pas une aide matérielle ; ils demandent que nos voix couvrent celles de la presse réactionnaire du monde entier. Ils nous demandent d'expliquer partout où sont les responsabilités, **qui sont** les assassins, les raisons et les objectifs du mouvement étudiant. Les Jeux Olympiques sont terminés. On parle partout de la rentrée universitaire au Mexique. On oublie qu'aucun des six points mis en avant par le Conseil National de Grève n'a encore été satisfait :

- libération de tous les détenus politiques,
- abrogation des articles 145 et 145 bis du Code Pénal,
- dissolution du Corps des « granaderos »,
- destitution des chefs de la police,
- indemnisation des victimes de la répression,
- jugement des fonctionnaires reconnus coupables de corruption.

*

**

On oublie que les étudiants ont décidé de ne pas reprendre les cours tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites. On oublie ou plutôt on cherche à le cacher. Comme partout la bourgeoisie mexicaine a peur. Les U.S.A. préparent déjà une solution de rechange au gouvernement Diaz Ordaz. La bourgeoisie a peur parce qu'elle ne comprend pas pourquoi ses propres fils se révoltent un peu partout dans le monde. Alors elle réprime, étouffe.

*
**

C'est notre tâche politique de militants de combattre ce complot du silence. Il nous faut dire : la bourgeoisie mexicaine règne maintenant par la terreur et le sang mais « quel qu'en soit le prix, le peuple mexicain (comme le peuple français) saura de toute façon faire de la liberté, de la démocratie et de la justice. une réalité » (C.N.G.).

*
**

C'est pourquoi dans tout le pays nous devons inlassablement diffuser, expliquer le sens politique du combat de nos camarades mexicains. La défaite de l'impérialisme U.S. au Vietnam prouve que celui-ci peut être battu s'il se heurte à un peuple tout entier dressé contre lui. Cette défaite affaiblit l'ensemble du monde dit « libre ». Chaque coup porté à une bourgeoisie nationale est un coup porté contre l'impérialisme. La victoire de nos camarades

mexicains serait une défaite pour les U.S.A. en
Amérique latine, défaite lourde de conséquences.

Au Mexique la lutte continue.

L'Etudiant de France, Novembre 1968. Nouvelle série n° 3